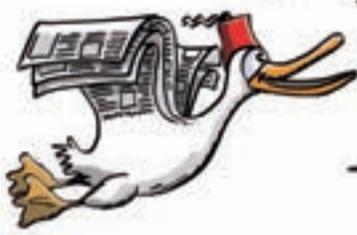


# SPÉCIAL CASABLANCA

Les cahiers  
**du Canard Libéré**



Edition spéciale-juillet 2014

Directeur de la publication Abdellah Chankou

**LA CAPITALE ÉCONOMIQUE PREND  
SON DESTIN EN MAIN**



**DEMAIN  
CASABLANCA**

## EDITO

Par

Abdellah Chankou

## Une vision pour Casablanca

**D**epuis le discours royal-réquisitoire sur Casablanca, la métropole de tous les défis est devenue un chantier à ciel ouvert. Ici des travaux d'élargissement des voies et de rénovation de l'éclairage public, là des opérations de requalification urbaine des quartiers informels... De Casa-Anfa à Aïn Sebaâ en passant par Sidi Bernoussi, Moulay Rachid et Ben M'Sick..., toutes les préfectures connaissent une forte mobilisation autour de nombre de chantiers. Aujourd'hui, les Casablancais sentent, à la faveur de cette entreprise de restructuration tous azimuts, que leur ville, réputée difficile et ingérable, où la circulation est un vrai calvaire et les agressions mon-

naie courante, est en train de changer pour de bon.

Au-delà de ces actions urgentes d'aménagement et d'embellissement de la cité, Casablanca vit au rythme de grands projets structurants qui sont de nature à améliorer son attractivité et à la rendre plus vivable pour ses habitants qui pour la plupart sont mécontents d'une métropole qui commençait à faire peur, tellement les problèmes et les points noirs s'accumulaient au fil du temps sans que les élus, occupés à se neutraliser, ne se donnent les moyens pour agir sur un réel devenu insupportable.

Sous la férule du wali du Grand Casablanca, la reprise en main est là, à la fois sur le plan sécuritaire (le recul du sentiment d'insécurité chez la population) et urbanistique (multiplication des chantiers et des projets de

mise à niveau et de restructuration). Tout n'est pas encore parfait, les dysfonctionnements et les insuffisances demeurent mais la volonté de les dépasser est plus que jamais forte. Et puis, le déficit de gouvernance, accumulé par la métropole depuis plusieurs décennies, ne va pas se résorber en l'espace de quelques mois. Il faut du temps. Mais aussi et surtout une nouvelle réorganisation communale de la ville pour accompagner la nouvelle dynamique urbaine et éviter la sclérose qui a généré une bonne partie des problèmes de la métropole. Cette réforme, qui consisterait à séparer le volet délibératif de l'aspect exécutif, recentrerait les élus sur leur vraie mission, celle de proposer et de débattre des projets dont a besoin la ville à l'échelle de chaque quartier, chaque agglomération, chaque

préfecture. Sans qu'ils s'impliquent, souvent avec des arrières-pensées « concussionnistes » dans le lancement des marchés relatifs à tel ou tel projet comme c'est le cas aujourd'hui. Il serait plus sain et judicieux que la conduite et la gestion des grands chantiers de développement soient confiées à une administration ou une agence où siègent des compétences techniques et managériales porteuses d'une vision cohérente pour le développement de la cité. Sauf à vouloir maintenir ce statu quo ravageur, toute réforme de la charte communale, dont le bilan après plus de 30 ans d'application est très peu positif, est tenue d'intégrer ce souci fondamental au moins pour les grandes et moyennes villes... ■

فراش الشقة هدية

جديد التسبيق غير 5.000 درهم

الضحى ترضيك... تليق ليك و ليا

الضحى

مكاتبنا مفتوحة بعد الإفطار طيلة شهر رمضان

الدار البيضاء، تامسنا، عين عودة، سلا، الرباط، القنيطرة، الجديدة، الفقيه بن صالح، بني ملال، مكناس، فاس، مراكش، أكادير، وجدة و طنجة.

05 22 34 34 35



CASANFA

## Cœur de ville

Situé sur le site historique de l'ancien aéroport d'Anfa, le projet Casa Anfa a pour ambition de créer une nouvelle centralité urbaine sur une superficie globale de plus de 350 ha au cœur de Casablanca.

Ce projet d'envergure porté par l'Agence d'Urbanisation et de Développement d'Anfa, abritera des programmes de logements, de bureaux, de commerces, d'hôtels, ainsi que des équipements d'éducation, de culture, de santé, de sport et de loisirs, articulés autour d'un vaste réseau de parcs et jardins.



Agence d'Urbanisation  
et de Développement d'Anfa  
GRUPE CDG



## L'effet Safir

**C**omme wali du Grand Casablanca Khalid Safir a fait beaucoup de bien à la métropole de tous les défis. Avec lui, la vie communale, naguère très tendue, a gagné soudain en apaisement. Finies les foires d'empoignes spectaculaires qui ont longtemps pris en otage le conseil de la ville à cause d'une poignée d'élus vociférateurs mus moins par le souci de la collectivité que par leurs propres intérêts. Ayant démarré dès la session d'octobre 2010, cette stratégie de l'obstruction, qui cachait mal une volonté délibérée de saboter le travail du maire, a porté un grave préjudice au fonctionnement des services de la ville et bloqué ses grands chantiers. Aujourd'hui, les conseillers frondeurs, qui mettaient un point d'honneur à perturber les réunions en lançant des accusations à l'emporte-pièce, semblent être rentrés dans le rang. C'est l'effet de l'approche fédératrice adoptée par M. Safir, fait remarquer un élu de l'opposition. « Il a su dès la prise de ses nouvelles fonctions faire baisser la tension qui empoisonnait le climat général pour amener tout le monde à travailler dans le même sens », ajoute-t-il. Le style Safir, un mélange d'autorité soft, de courtoisie non feinte et de grand sens de l'écoute, a conquis les conseillers qu'ils soient de la majorité ou de l'opposition qui ont compris que ce wali qu'ils ont déjà pratiqué du temps où il était gouverneur à Casablanca n'est pas homme à les prendre de haut. Bien au contraire. Accessible et ouvert, serein et déterminé, ce polytechnicien brillant agit avec tact pour rapprocher les points de vue des uns et des autres et concilier les positions antagonistes. Un seul souci : le service de la collectivité. Pour le moment, mission accomplie. Khalid Safir a réussi à mobiliser toutes les forces vives de la ville autour des actions prioritaires à mettre en œuvre en vue de la mise à niveau du Grand Casablanca suite au fameux discours-réquisitoire de S.M le Roi du 11 octobre 2013 sur l'état de la métropole jugé peu reluisant. Le service de l'Etat, ce quadra natif de Settat en 1967 l'a érigé en ligne de conduite par amour pour le service public qu'il a hérité certainement de son père qui était agent de la conservation foncière. M. Safir aurait fait un excellent manager dans le secteur privé. Mais ce n'est pas la voie qu'il choisira. De retour au Maroc en 1993 après des études en France, il servira son pays tour à tour comme cadre de la défunte ODEP (Marsa Maroc actuellement), directeur au sein de la Trésorerie générale du Royaume (TGR) et gouverneur de la préfecture El Fida-Mers Sultan, secrétaire général du ministère des finances avant d'être promu en guise de reconnaissance pour son parcours exemplaire au rang de wali du Grand Casablanca. Ce serviteur de l'Etat, qui laisse de bonnes traces là où il passe, est conscient de l'immensité de la tâche qui est la sienne. Ville de tous les paradoxes où la misère côtoie l'opulence et les bidonvilles avoisinent les villas de luxe, Casablanca a cumulé au fil des ans un passif historique très lourd. Mais le wali, fort de la confiance royale, est décidé plus que jamais à relever le défi de la transformation de la mégapole avec la collaboration de toutes les forces vives locales, élus, gouverneurs, société civile et décideurs. Grâce à cette démarche inclusive, une belle dynamique a été enclenchée, le fond de l'air est désormais à la mobilisation et au travail. Les querelles stériles entre conseillers ont été remises. Casablanca revient de loin. Un bon paquet de projets structurants sont dans le pipe, qui transformeront le visage de Casablanca et la projettent dans l'avenir. ■

## Casablanca

### Un dispositif d'urgence pour une ville d'exception

*Suite au discours royal très critique sur l'état de Casablanca, les autorités locales et élus se sont mobilisés pour ouvrir de multiples chantiers de mise à niveau urbaine.*



Casablanca, un chantier à ciel ouvert

**L**e coup de sang royal du 11 octobre 2013 aura été bénéfique pour Casablanca. Il a permis de déclencher aussitôt une dynamique remarquable autour des maux pointés par le souverain dans son discours qui restera dans les annales. Pour élaborer une nouvelle vision stratégique pour Casablanca, il fallait nommer un nouveau wali capable de mettre en musique les orientations royales. Ce sera Khalid Safir. Le choix n'est pas fortuit. L'homme est un brillant commis de l'Etat, bon gestionnaire et rassembleur hors pair, qui a en plus l'atout de connaître la capitale économique de l'intérieur pour y avoir fait ses études et servi plus tard comme gouverneur à deux reprises. Face aux problèmes endémiques dont souffre la capitale économique, conséquence de son extension tentaculaire avec son cortège d'habitat anarchique et de l'incurie de ses élus locaux, il fallait mettre en place un plan d'urgence pour parer au plus pressé et surtout corriger les dysfonctionnements les plus criards. Ce dispositif exceptionnel pour une mégapole de 1 615 km<sup>2</sup> où vivent quelque 4 055 807 habitants

(chiffres de 2012) se décline sur trois étapes : établissement d'un diagnostic des priorités avec une évaluation exhaustive des problèmes de la ville; l'élaboration d'un plan d'actions prioritaires à mettre en œuvre en 2014 ; le lancement d'une réflexion sur les perspectives et les orientations stratégiques de la ville à moyen et long termes (2030).

Annoncé en février dernier par Khalid Safir, le plan d'urgence prévoit plusieurs mesures et actions de proximité. Les grands pôles d'actions du programme prioritaire de 2014 vont de la mise à niveau urbaine des préfectures et provinces, la sécurité et la voirie à la réhabilitation des espaces verts et des espaces de loisirs, le transport, la mise à niveau de certaines zones enclavées en passant par l'éclairage; l'accès aux services de base (eau, électricité, assainissement) et la gestion des déchets et de la propreté.

Joignant le geste à la parole, le ministère de l'Intérieur débloque les premiers fonds nécessaires pour la concrétisation de ces actions : le ravalement de façades sur les grandes artères, l'asphaltage des chaussées et trottoirs et l'entretien des espaces verts.

S'agissant du dernier chantier, les premiers marchés ont été lancés en juin. Ils concernent la plantation de palmiers sur les axes principaux de la ville, l'aménagement de jardins et parcs et l'aménagement des boulevards et carrefours. Un budget de 60 millions de DH est en cours d'attribution sur un total de 200 millions dédiés à la verdure.

Quant à la voirie, la construction de voies supplémentaires nécessitera 35 millions de DH. Le reliquat (110 millions) sera mobilisé pour l'amélioration des axes de circulation au niveau des arrondissements.

Le ministère de l'Intérieur s'est engagé de contribuer à hauteur de 1,16 milliard de DH à ce plan d'urgence doté d'une enveloppe globale de 2,82 milliards de DH. Chacune des quatre préfectures et provinces du Grand Casablanca (la préfecture de Nouaceur; la province de Mediouna; la préfecture de Mohammedia, la préfecture de Casablanca) doit bénéficier ex aequo d'une somme de 60 millions de DH pour des projets de mise à niveau urbaine, soit au to-

tal une enveloppe de 240 millions de DH affectés à la requalification du tissu urbain.

Les différentes étapes de ce plan d'urgence qui ont mobilisé tous les acteurs de la ville sont arrêtées en fonction des remontées du terrain par les organismes et autres partenaires concernés, à savoir le conseil régional, la société civile, les SDL (Sociétés de développement local).

La vision stratégique de développement de la région du Grand Casablanca dont le but est d'aboutir à « une métropole équilibrée, propre, attractive, agréable et où il fait bon vivre », comme l'a souligné Khalid Safir, lors d'une rencontre de communication sous le thème « Quel développement pour Casablanca s'est organisée, lundi 11 novembre 2013, autour de huit groupes de réflexion avec une échéance de restitution des recommandations à fin Mars 2014. Les principaux axes d'évaluation en termes de diagnostic de cette vision qui suit aussi une démarche d'élaboration du plan d'action stratégique, inspirée d'expériences internationales telle l'expérience de Barcelone, Bilbao ou encore le Québec, sont les suivants : Infrastructures & services de base ; Lutte contre l'habitat insalubre ; Equipements de proximité ; Grandes infrastructures et esthétique générale ; Gestion de l'espace public ; Sécurité et activités économiques. ■

## Les actions prioritaires initiées en 2014

### Sécurité

- 110 MDH pour renforcer la sécurité des citoyens tout en améliorant la circulation ;
- 40 MDH pour les caméras de surveillance ;
- 20 MDH pour l'installation et la mise en opération d'un poste central de régulation de la circulation;
- 50 MDH destinés à l'acquisition de matériel de locomotion et de transmission pour améliorer la capacité d'intervention des forces de l'ordre et renforcer ainsi la sécurité de l'ensemble des Casablancais.

### Transports en commun

- 200 MDH pour améliorer les conditions de transport des Casablancais et en particulier pour financer l'acquisition de nouveaux bus pour le transport en commun, afin de mieux desservir l'ensemble du Grand Casablanca.

### Quartiers périphériques

- Déblocage de 620 millions de DH pour faciliter l'inclusion des habitants des quartiers périphériques du Grand Casablanca et amélioration rapide de leurs conditions de vie ;
- Mise en œuvre prioritaire pour 3 quartiers grâce à la contribution du Budget Général de l'Etat, du Conseil de la ville, de l'INDH et des Collectivités Locales :

Douar Mkanssa,

Douar de Sidi Belahcen,

Douar Lahraouine

- Accès aux services de base en attendant la mise en œuvre du programme régional.

### Cadre de vie

- 245 MDH ont été affectés à la réhabilitation et au réaménagement des espaces communs et de loisirs ;
- 35 MDH supplémentaires pour finaliser le grand projet de réaménagement et de réhabilitation du Parc de la Ligue Arabe ;
- 115 MDH seront attribués à l'aménagement d'espaces verts ;
- 65 MDH pour transformer le parc zoologique de Ain Sebaa en un zoo nouvelle génération sur 10 hectares et comprenant un parc de jeux et un espace boisé ;
- 30 MDH alloués au réaménagement et à la modernisation du stade Mohammed V en attendant la réalisation du Grand Stade de Casablanca.

**Les différentes étapes du plan d'urgence qui ont mobilisé tous les acteurs de la ville sont arrêtées en fonction des remontées du terrain par les organismes et autres partenaires concernés.**



### Programme de la Lydec Pour 560 MDH

- 138 MDH pour l'amélioration de l'éclairage public et l'augmentation du taux d'éclairage en vue d'une meilleure qualité de vie des Casablancais et un renforcement de la sécurité des citoyens ;
- 19 MDH alloués à l'individualisation des branchements en eau potable et en électricité pour 1.000 foyers dans les zones de : El Fida, Derb Soltane, Ancienne

Médina, Ain Sebaa, Ben M'sick, Moulay R'chid.

- 250 MDH affectés à l'amélioration du taux de raccordement de l'ensemble des citoyens au système d'assainissement notamment en raccordant au réseau d'assainissement public tous les lotissements raccordables et non encore raccordés (les lotissements existants, habités avec des dispositifs d'assainissement privés (fosse sceptique etc.) ;
- 119 MDH pour de nouvelles opérations de raccordement en

eau et en électricité et d'accès aux services d'assainissement au profit des douars de la périphérie de Casablanca, notamment dans les provinces de Mediouna, Mohammedia et Nouaceur ;

- 39 MDH pour le remplacement et le renouvellement des réseaux existants.

### Pour 480 MDH

- 220 équipements destinés à la collecte roulante des déchets;
- 80 équipements roulants destinés au nettoyage;

\*9 920 conteneurs et caissons dont 20 enterrés et 151 ampliroll grande capacité;

\*9 000 corbeilles à papier : corbeilles publiques, cuves en aciers, paniers métalliques, seaux amovibles destinés à être mis en place à travers toute la ville;

• 870 points de regroupements pour déchets ménagers, déchets verts, déchets inertes et encombrants etc.

# Une journée vers Mohamed Sajid

*Loin d'être une sinécure, la vie du maire de Casablanca requiert beaucoup d'énergie et de sacrifices ainsi qu'une mobilisation de tous les instants. Choses vues.*

**S**amedi 12 juillet, 10 heures du matin. Sous un soleil de plomb, la voiture de Mohamed Sajid stationne dans un quartier en plein aménagement d'El Oulfa situé non loin du quartier des villas de Laymoune (les Orangers). Casquette visée sur la tête, chemises manches courtes, le maire va à la rencontre d'un groupe de personnes également en tenue décontractée qui attendait son arrivée. Salamalecs d'usage et poignées de main chaleureuses. L'équipe est composée d'une brochette d'élus, de fonctionnaires de la mairie et de responsables de chantiers. Parmi les présents ce matin-là, le directeur général de la Lydec Jean-Pascal Darriet, habillé comme tout le monde. Polo, jeans, casquette et chaussures de sport. Ça change des tenues guindées et des discours convenues dans les réunions officielles.

Il s'agit ici d'une tournée de terrain destinée à vérifier l'état d'avancement des travaux effectués. Première étape, un projet d'envergure qui porte sur le réaménagement et l'élargissement d'une voie longue de 1,7 kilomètre qui commence au carrefour Azbane et se termine à la Kasbah d'El Amine.

En mal de restructuration, ce long parcours sans asphalte ni trottoirs était traversé au milieu par une conduite d'eau qui pour soi-disant la protéger était transformée pratiquement en décharge où sont déposées gravats et ordures. La mue est patente. Remarquable. Agréable à voir, la bande est en train d'être transformée en espace vert où les employés de la division parc et jardins de Lydec s'activent pour planter des arbustes après avoir pris également en charge les travaux de déblaiement. Sur une partie du site en dénivelé ont été installés des escaliers pour permettre aux habitants de traverser la voie de part et d'autre.

La veille de la visite du maire et de son équipe, les habitants du quartier ont fait carrément la fête après la mise en service d'une partie des lampadaires installés désormais des deux côtés de la voie », nous apprend le préposé à l'éclairage à la mairie. La joie de la population est compré-

hensible. Leur quartier était plongée jusqu'ici dans une semi-obscurité qui faisait partie des principaux points noirs de la zone. Et voilà que la lumière revient? « Les maisons et les commerces bordant la route des deux côtés ont pris de la valeur alors qu'ils ne valaient pas grand chose avant cette grande opération de restructuration », fait remarquer le maire, très satisfait du résultat de cette refonte urbaine. Le conseiller communal du coin renchérit: «Avant les gens avaient une vue sur une décharge, aujourd'hui, ils peuvent admirer depuis leur balcon des espaces verts ».

## Circulation

En maire avisé, Mohamed Sajid exhorte ses équipes de finir la mise en place de l'éclairage avant l'Aid Al Fitr. « C'est vraiment magnifique », lâche le maire en remarquant que les façades de certains immeubles ont été repeintes en blanc. C'est l'effet de la femme gouverneur de l'arrondissement de Hay Hassani Hanane Tajani dont le maire apprécie visiblement l'engagement sur le terrain. Après avoir constaté de visu l'évolution des travaux du quartier, le cortège communal se met en branle. Direction, le quartier Laymoune jouxtant les facultés de la route d'El Jadida. Là, une voie de contournement sur un kilomètre a été construite après avoir bataillé pendant une année pour convaincre les responsables de l'école Hassania des ingénieurs et ceux d'OCP de reculer les murs de leur bâtiments.

La nouvelle voie est capitale en ce sens qu'elle permet de désengorger le trafic sur la route d'El Jadida et de faire éviter aux habitants de la zone Laymoune de passer par le carrefour Azbane dont la reconfiguration est programmée pour en décongestionner la circulation.

Le maire est satisfait du résultat obtenu. La circulation est devenue plus fluide. Mais un autre projet lui tient particulièrement à cœur, celui de la rocade longue de 9 kilomètres qui débouche sur la route d'Azemmour. Mohamed Sajid et son équipe débarquent sur le chantier où le maire a donné rendez-vous au responsable des Travaux publics de la



Mohamed Sajid lors de sa tournée sur le terrain.

région de Casablanca. D'emblée, M. Sajid, qui s'est réjoui de la marche des chantiers visités jusqu'ici, manifeste ici sa déception matinée d'une certaine contrariété en remarquant que les travaux de la rocade ont un peu trop traîné à son goût surtout en ce qui concerne la mise en place des giratoires par la direction régionale de l'Équipement alors que la ville a rempli sa partie contrat en matière d'éclairage. Pour justifier ce retard qui remettra à plus tard la mise en service de la rocade prévue fin juillet, le responsable a argué du retard accusé par le déblocage des fonds pour l'entreprise adjudicataire par la région du Grand Casablanca, argument que le maire, sans jamais se départir de son calme et de sa courtoisie habituels, a accueilli avec une moue dubitative.

La voiture du maire longe la rocade au milieu du bruit assourdissant d'engins de terrassement. A quelques rares détails, la rocade a été a déployée jusqu'à son terme, ce qui a fait revenir le sourire au maire. « Je croyais que la route n'arriverait pas jusque là », lâche le maire, la mine réjouie, tout en relativisant la mauvaise surprise des giratoires. Et d'ajouter : « Deux semaines de retard, ce n'est pas la mer à boire, l'essentiel c'est que ce bel ouvrage aux multiples bienfaits est devenu réalité ».

L'utilité de cette rocade, qui a nécessité un investissement de 100 millions de DH, est immense. Elle permettra aux habitants du périmètre urbain du Morocco Mall, la route d'Azemmour et Rahma de ne plus aller jusqu'au centre ville et s'enliser dans ses bouchons interminables pour prendre l'autoroute de Rabat ou celle de Marrakech. Avec cette belle et large rocade dotée de bretelles d'entrée et de sortie, le gain de temps pour les usagers est important. Ces derniers ne sont

pas censés connaître les batailles épiques, selon l'expression de Mohamed Sajid, qu'il lui fallait engager pour convaincre les propriétaires des terrains de se faire exproprier. « Il nous a fallu un et demi de longues discussions et d'après négociations avec les concernés pour les faire sensibiliser à l'importance de la rocade et faire en sorte que le dossier des expropriations ne s'éternise dans les dédales judiciaires », explique Mohamed Sajid qui en tire visiblement une grande satisfaction morale.

Conduisant lui-même sa voiture, ce maire, qui en a vu d'autres, doté d'un mental d'acier et que rien ne saurait détourner de sa mission d'honorer son mandat, met le cap sur la dernière étape de cette tournée du samedi : l'hôpital Cheikh Khalifa à Hay Hassani. Derrière ce bâtiment imposant et moderne, une kyrielle d'ouvriers met la dernière main aux travaux de réaménagement intégral d'une rue sous la supervision du chef de chantier d'une entreprise privée qui s'est mis aussitôt à expliquer à M. Sajid la nature des travaux réalisés conformément au cahier des charges.

Il est 1 heure 30. Le téléphone portable du maire sonne. Mohamed Sajid prend rapidement congé de son équipe et saute dans sa voiture. Cap sur sa maison où il dit se rendre pour se mettre en costume-cravate. C'est qu'il doit être au palais royal du Mechouar à Casablanca à 14 heures pour assister à la cérémonie du départ du souverain qui quitte Casablanca au terme d'un séjour de travail de plusieurs jours.

Ainsi va la vie du maire. Rythmée par les visites de chantiers et les réunions avec les autorités locales et les élus. Le lendemain, c'est une autre aventure qui commence pour Mohamed Sajid. A Sidi Bernoussi... ■

**Abdellah Chankou**



# Sidi ali

Pour la plus parfaite des machines

Inimitable, le corps humain est une machine unique. Au repos ou en mouvement, notre corps réalise chaque jour des exploits et n'a besoin pour son bon fonctionnement que d'éléments nutritionnels et d'eau. Par les vertus minérales qui ont depuis toujours fait sa valeur, Sidi Ali est l'eau qui prend soin de votre corps au quotidien pour votre plus grand bien.



## Ces projets qui changeront le visage de Casablanca

Casa Aménagement a vu le jour en mars 2009. Mission : réaliser les grands projets d'urbanisation de la ville tout en étant maître d'ouvrage, maître d'ouvrage délégué ou assistant à Maître d'ouvrage. De type S.A, la société s'emploie à canaliser les initiatives et assurer une coordination optimale avec les acteurs concernés pour un meilleur suivi des projets de développement en cours d'achèvement à caractère économique, social ou culturel. Afin de bien s'acquitter de sa mission, elle mène toutes les opérations commerciales, financières, foncières ou immobilières. Dirigé de main de maître par Driss Moulay Rchid, Casa Aménagement agit en opérateur performant dans la région du Grand Casablanca. Pour assurer une bonne exécution du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme, Casa aménagement renforce les différents projets dont il a la charge par de nouvelles approches tout en apportant son expertise en matière d'aménagement urbain. L'objectif étant de faire de la métropole un grand pôle économique régional, tout en améliorant la vie quotidienne de la population dans le respect du développement durable. Tournée vers l'avenir, Casa Aménagement supervise actuellement neuf grands projets qui devront changer le visage de la capitale économique au grand bénéfice de ses habitants.



Driss Moulay Rchid, directeur général de Casa-Aménagement.



### Grand Théâtre de Casablanca

Le projet CasArts, Grand Théâtre de Casablanca, vise à doter la ville de Casablanca d'un espace d'Art et de Culture multidisciplinaire, d'une enveloppe internationale, ouvert à tous. Il s'agit d'un espace multidisciplinaire dédié à tous les arts de la scène (théâtre, musique, danse, comédies musicales, ...), un lieu de rencontre de référence pour l'art et la culture et une icône

architecturale et urbaine pour la Ville de Casablanca. Le Grand Théâtre est situé en plein cœur du quartier historique de Casablanca. Sur le prolongement de la place Mohammed V, il occupera une parcelle d'un hectare et demi située sur le boulevard Abderrahmane Sahraoui. En avril 2011, une convention portant sur les modalités de réalisation et de financement du projet a été signée, désignant Casablanca Aménagement maître d'ouvrage délégué en charge de la conduite du projet, pour les volets construction et préparation à l'exploitation, pour le compte de la commune urbaine de Casablanca. Le Grand Théâtre devra être livré en 2016.

### Super Collecteur Ouest

Le Super Collecteur Ouest devra protéger la ville de Casablanca contre les crues de l'Oued Bouskoura. La réalisation de l'ouvrage sera faite en deux étapes. En amont, un premier tronçon d'environ 3 km en canal à ciel ouvert constituera une

enveloppe au lit de l'oued Bouskoura. Ensuite, un tunnel souterrain de 6,2 km devra contenir les éventuelles crues à partir de la route d'El Jaddida et déverser le surplus en mer, près du Morocco Mall. Cet ouvrage d'engueure permettra de protéger toute la zone qui va de Sidi Maârouf à la gare Casa-Port, en passant par le centre-ville. Etudes et charges diverses comprises, l'investissement total s'élève à 855 millions DH.





### Parc Zoologique Aïn Sebâa

Conscients de l'importance symbolique et fonctionnelle du site actuel du Zoo de Aïn Sebâa, les responsables locaux envisagent le réaménagement du zoo d'Aïn Sebâa en un parc multifonctionnel alliant le loisir à la détente et à la découverte de l'animal emblématique du site qu'est le Lion de l'Atlas. A cet effet, la Commune Urbaine de Casablanca a confié à la Société Casablanca Aménagement la mission de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la réalisation du projet du Parc Zoologique d'Aïn Sebâa. Déployé sur une superficie d'environ 10 Ha, le terrain se présente en léger contrebas et se compose d'un espace boisé de 5 Ha, d'un zoo de 2,5 Ha et d'un parc de jeux de 2,5 Ha. Le réaménagement du Parc Zoologique d'Aïn Sebâa est axé sur le concept de la zoo-immersion, une technique conceptuelle qui allie paysagisme et zootechnie afin de plonger le visiteur dans une récréation soignée de l'habitat originaire des animaux. L'objectif est d'inviter le public à s'aventurer dans un écosystème complexe et à aller à la rencontre des animaux. Une grande valeur ajoutée pour Casablanca et région qui manque cruellement d'espaces de découverte, d'animation et de loisirs.



### Parc Archéologique

Le Projet du parc archéologique de Sidi Abderrahmane se situe au Sud Ouest de Casablanca en plein quartier de Aïn Diab. Sur le plan scientifique, ce site est célèbre par sa remarquable coupe quaternaire qu'il offre aux préhistoriens et aux géologues. Sa découverte est liée à l'avancement de l'exploitation de la carrière qui a servi pour la construction du port de Casablanca. Le gisement de carrière Sidi Abderrahmane est l'unique site au Maroc à livrer des témoignages remontant à plusieurs stades de la culture acheuléenne marocaine. Les données actuelles permettent de situer ces vestiges entre 500 et 200 000 ans. Mais, si l'on considère certains niveaux anciens, on peut aller jusqu'à la limite Pléistocène inférieur/Pléistocène moyen à 0.7 millions d'années. Le projet du parc archéologique de Sidi Abderrahmane est le fruit d'un partenariat signé entre le ministère de la Culture, les pouvoirs publics locaux et la Société Casablanca Aménagement en tant que Maître d'Ouvrage Délégué.



### Parc de la Ligue Arabe

La réhabilitation du parc de la Ligue arabe nécessitera un montant de 100 millions de DH, dont des contributions de la commune urbaine de Casablanca (45 millions de DH), de la région du Grand Casablanca (20 millions de DH) et de la direction générale des collectivités locales (35 millions de DH). Toute l'infrastructure (allées, éclairage, assainissement, mobilier urbain, fontaines...) sera revue et réaménagée : espaces de divertissement, d'animation et de restauration. Une restauration bienvenue pour ce parc historique et emblématique de la capitale économique.



### Zone d'Activité Commerciale de Ben M'sick

Le projet de la zone d'activité commerciale de Ben M'sick s'inscrit dans le cadre de la stratégie régionale du développement territorial du Grand Casablanca. A cet effet, les pouvoirs publics ont lancé un appel à manifestation d'intérêt pour l'aménagement, le développement et la gestion (directe ou indirecte) d'une Zone d'Activité Commerciale située à l'arrondissement de Ben M'sick. Casablanca Aménagement assure pour le compte de la Commune Urbaine de Casablanca la mission de maîtrise d'ouvrage délégué pour le lancement et le pilotage du présent AMI.

### Sindibad

Le projet Sindibad est un projet intégré qui s'articulera autour de 3 axes qui accompagnent le développement de la métropole de Casablanca. Le premier concerne la réalisation d'un parc d'attraction de haut niveau et d'un parc animalier dans un délai de 3 ans. Le deuxième porte sur la construction d'un hôtel, de bureaux avec relogement des habitants du bidonville alentour. Le troisième volet prévoit quant à lui le développement d'une zone résidentielle et d'une zone archéologique. Le projet de Sindibad se veut une réponse ambitieuse aux attentes des Casablancais en matière d'animation et de loisirs dans le respect de l'environnement de cette zone du grand Casablanca. Sindibad s'étale sur une superficie de 34 hectares et a nécessité un investissement de 346 MDH. Le parc regroupera ainsi une zone de Loisir, un parc animalier, un parc écologique et une forêt récréative. Les premiers

manèges ont été installés il y a quelques jours. L'ouverture de Sindibad nouvelle génération est prévue à la fin de l'année.

### Complexe Sportif Mohammed V



Le projet concerne la rénovation et la mise à niveau du complexe sportif Mohammed V, stade mythique de la ville de Casablanca. Il s'inscrit dans le cadre de la nouvelle vision stratégique et du plan d'urgence de la métropole. Les travaux de réfection du complexe vont toucher le champ de jeu, les vestiaires, les tribunes, la mise en place de nouveaux gradins, la construction de salles d'examen, les installations électriques et audiovisuels de telle sorte à redonner à cette infrastructure chargée d'histoire sportive son éclat d'antan et la hisser au niveau des stades reconnus par les hautes instances sportives pour l'organisation de grandes compétitions internationales d'envergure. Aujourd'hui, la mise à niveau des structures et infrastructures est une des priorités de la ville afin de garantir la sécurité et le confort des utilisateurs. ■



### Eglise du Sacré-Coeur

Le projet consiste en la réhabilitation et la préservation de l'église du Sacré-Coeur considérée comme un des éléments les plus remarquables du patrimoine architectural de Casablanca. La reconversion de ce bâtiment culturel en un espace culturel à usages multiples est destiné à promouvoir l'offre culturelle et artistique de la ville de Casablanca. Construite à partir de 1930 par l'architecte Paul Tournon, l'église du Sacré-Coeur servait de lieu de culte principal à la communauté catholique, alors forte de près de 40 000 fidèles. La première tranche de l'église (soit trois travées, le porche et les clochers) a été construite à l'entrée du parc de la Ligue Arabe, à l'écart des bâtiments officiels de la place. La troisième et dernière tranche ne sera achevée qu'en 1953. ■

## PROJET CASA ANFA

## Le nouveau cœur battant de Casablanca

*Se déployant au cœur de Casablanca sur une superficie de plus de 350 hectares, le projet Casa Anfa, impressionnant par la diversité de ses composantes, est conçu pour offrir à la ville une nouvelle centralité.*

**L**a capitale économique aura un nouveau cœur battant. Le projet Casa-Anfa. Et il promet d'être grandiose. Un projet-phare et d'envergure à la mesure des nouvelles ambitions de Casablanca. Ce pôle urbain en gestation est en train d'être érigé sur le site historique de l'ancien aéroport de Casa-Anfa sur une superficie globale de 350 hectares.

Pour ses promoteurs, l'Agence d'urbanisation et de développement d'Anfa (Auda), filiale du groupe CDG, il s'agit d'un projet novateur à tout point de vue. Le directeur général de l'Agence, le très dynamique Khadir Lamrini explique d'emblée les spécificités de Casa-Anfa qui n'a rien à voir avec un projet immobilier classique. Pour M. Lamrini, Casa-Anfa est avant tout une opération urbaine stratégique visant à contribuer à la valorisation de la ville et à l'amélioration de son bâti en vue de la hisser aux standards internationaux.

Déployé sur une surface constructible de 4 300 000 m<sup>2</sup>, ce projet multidisciplinaire, qui a été présenté au souverain le 9 octobre 2008, comptera des logements (2 300 000 M<sup>2</sup>), des bureaux (1 300 000 m<sup>2</sup>) et divers équipements éducatifs, commerciaux et sanitaires ainsi que des espaces de culture et de loisirs. A terme, ce nouveau pôle urbain moderne et avant-gardiste abritera 100.000 habitants et autant d'actifs. Tout a été pensé et conçu pour Casa-Anfa, un investissement global de quelque 10 milliards de DH (hors projets immobiliers) offre une nouvelle centralité dynamique à Casablanca, que ce soit sur le plan architectural, urbanistique ou environnemental. Autre point fort de Casa-Anfa, son emplacement stratégique qui rend le site accessible grâce à une bonne desserte de transports en commun, principalement la ligne du tram qui longe actuellement le complexe Casa-Anfa, ce qui est une chance extraordinaire de nature à valoriser le projet aux yeux des futurs acquéreurs.

La viabilisation de la première tranche de 100 hectares est achevée, elle comprend toutes les composantes du projet dont des espaces verts avec une partie du parc métropolitain sur une superficie de 50 hectares, un ensemble résidentiel



Un grand pôle urbain en devenir.

et la première phase d'un quartier d'affaires qui abritera Casablanca Finance City.

#### Qualité

Le futur hub financier international de Casablanca sera bâti sur une périmètre de 1,4 millions m<sup>2</sup> comprenant une offre très étoffée de bureaux, logements et divers équipements d'accompagnement. Le nouveau cœur battant de la finance marocaine, conçu en continuité des axes qui convergent vers le centre historique de Casablanca, a déjà séduit plusieurs groupes nationaux comme Finance.com, Banque Populaire, Attijariwafa bank, la Bourse et la CIMR qui ont fait les démarches nécessaires pour finaliser l'achat de leurs terrains. Pour les institutions internationales, une offre locative importante est prévue.

Côté immobilier, le succès est incontestable. Outre les groupes nationaux comme Yasmine Signature, Walili et la CGI, il y a le Belge Thomas & Piron et le groupe AG Real Estate. Les dirigeants d'Auda ont réussi une



Khadir Lamrini, directeur général d'AUDA.

jolie opération en faisant venir Bouygues immobilier implanté jusqu'ici en Espagne, Pologne et Belgique. « Le fait qu'il ait accepté de s'installer chez nous est un signe de confiance dans le Maroc », fait remarquer M. Lamrini qui se dit très satisfait du niveau d'exigence imposé par Auda à ses partenaires dont le choix s'est fait sur la base d'une évaluation rigoureuse selon leur capacité à adhérer aux conditions des cahiers des charges pour les différentes composantes du projet Casa-Anfa.

Il faut dire que le cahier de charges met la barre très haut en termes de normes et d'attentes mais aussi en ce qui concerne le mode de gestion adopté, le planning des réalisations et le suivi des travaux des promoteurs. L'objectif final étant de garantir en amont la qualité du bâti et la réussite du projet. Il s'agit d'une démarche novatrice où Auda s'érige non pas en vendeur de lots qui empoche l'argent et s'en va mais en acteur qui veille au grain en pilotant dans le détail toutes les phases de l'émergence du projet Casa-Anfa pour qu'à l'arrivée les réalisations des développeurs correspondent à la vision de départ d'Auda. En verrouillant le dispositif au démarrage, nous avons voulu éviter les défailances et les mauvaises surprises qui peuvent déteindre sur l'urbanisation du site dans sa globalité », indique M. Lamrini qui se félicite de l'avancement des travaux de la première tranche de Casa-Anfa. ■

#### Casa-Anfa, un espace de vie

Les opérations de développement relatives aux équipements de santé, d'éducation, d'animation et aux hôtels sont en cours de lancement. A cet effet, un appel à manifestation d'Intérêt a été lancé en novembre 2013. Objectif : présélectionner des candidats

Intéressés par l'acquisition de lots destinés à abriter des unités hôtelières. Un autre appel d'offres a été lancé pour la sélection de candidats pour la construction et la gestion d'établissements scolaires niveau primaire et secondaire.

*Imaginer et concevoir des solutions  
pour vous simplifier la ville.*



Faire de la ville un espace de vie et de bien-être. Voilà l'ambition de Casa Transports en concevant des solutions de déplacement innovantes et parfaitement intégrées dans le paysage urbain. Chaque jour, nos collaborateurs relèvent de nouveaux défis pour optimiser le confort des habitants, pour rendre la technologie accessible à tous et pour embellir le quotidien de chacun. Chez Casa Transports, nous construisons une ville plus saine et plus moderne. Nous dessinons aujourd'hui les liens de demain.



**CASA**  
TRANSPORTS SA

[www.casablancatransports.ma](http://www.casablancatransports.ma)

# Lydec se mobilise pour Casablanca

*Lancé début 2014 par la Lydec dans le cadre du Plan d'Urgence pour la mise à niveau de Casablanca, le Plan d'Actions Prioritaires (PAP) vise à améliorer le quotidien des Casablancais par le biais des « quick-wins » (éclairage, assainissement, ravalement de façades, espaces verts). Tour d'horizon.*

**P**ortant sur quelque 381 projets pour un coût global de 560 millions de dirhams (560 MDH), ce PAP, s'étalant sur 2014-2015, devrait être réalisé à 90% d'ici fin 2014. Un budget conséquent de 560 MDH HT est alloué par la Lydec aux actions urgentes au titre de ce plan.

Près de 7 mois après son lancement, Lydec a déjà accompli un travail énorme. «Une mobilisation sans précédent de l'ensemble des métiers», explique-t-on du côté de Lydec. Entre octobre et décembre 2013, une cinquantaine de réunions et de visites de terrain ont été organisées par Lydec avec les différents partenaires publics, ce qui s'est soldé par « un plan d'actions ambitieux visant à réaliser, en seulement quelques mois, 381 projets ».

Pour Jean-Pascal Darriet, Directeur Général de Lydec, « le PAP représente un effort exceptionnel engagé par l'entreprise à la mesure de l'attente formulée par le discours royal du 11 octobre dernier. C'est une mobilisation sans précédent de l'ensemble des entités et des métiers de Lydec ». Les rencontres avec l'autorité déléguante et la wilaya du Grand Casablanca ont permis de prioriser les projets en fonction des enjeux de chaque territoire et de valider les différents volets du PAP. Ces échanges ont donné lieu à un plan d'actions ambitieux visant à réaliser, en seulement quelques mois, 381 projets.

Au jour d'aujourd'hui ce sont plus de 202 projets, dont 140 dédiés à l'éclairage public, qui sont totalement réalisés. Alors que 152 opérations sont en cours de réalisation contre 27 en cours d'étude et qui devront aboutir incessamment.

«La réalisation du PAP de proximité s'étale sur la période 2014-2015, cependant la majorité des actions sera achevée dans les six prochains mois. En effet, il est prévu de boucler 90% des projets, soit environ 340, d'ici la fin d'année», souligne Nicolas Augereau, directeur de la Coordination à Lydec.

L'assainissement mobilise, à lui seul, presque la moitié des fonds dédiés au PAP, soit 250 MDH HT. Au total, 34 projets sont programmés afin de raccorder environ 17 000 foyers au réseau d'assainissement public, dont 75% au niveau de Dar Bouaz-

za, récemment équipé d'un réseau collectif. Dans cette zone, le chantier est déjà lancé pour une durée de deux ans. Les autres zones concernées se situent à Bouskoura et les préfectures de Mohammedia, Anfa et Ain Sebaâ-Hay Mohammadi. Les travaux ciblent, notamment, tous les lotissements existants, habités depuis de nombreuses années et ayant été autorisés pour la plupart avec des dispositifs d'assainissement privés (fosses septiques, etc.)

## Améliorer le cadre de vie

Outre son rôle dans l'embellissement de la vie nocturne casablancaise, le luminaire public est essentiel dans l'amélioration de la sécurité de l'habitant. La Lydec est ainsi engagée dans un programme qui consiste à installer pas moins de 20 000 pièces d'éclairage public. Ce deuxième volet du PAP mobilise un montant global de 138 MDH avec la priorité de mise à niveau du réseau des zones périphériques, récupérées en gestion déléguée depuis avril 2013. Au nombre de 218, les projets visent la sécurisation des ouvrages, l'extension du réseau, le renouvellement des candélabres vétustes et la réparation des candélabres éteints. Ainsi, 20.000 luminaires, 7.000 candélabres et 175 km de câbles sont à poser par Lydec, qui investira en six mois l'équivalent de six ans d'investissements.

Avec un budget de 38 MDH, la mise à niveau du réseau des banlieues est sans conteste le projet le plus important de ce volet. Ces secteurs comptent, à eux seuls, 21 500 points lumineux, ce qui a fait augmenter le parc éclairage public géré par Lydec de 18% par rapport à 2012. «Le taux de disponibilité était très bas dans ces quartiers et ne dépassait guère les 60% dans la plupart des zones.



Jean-Pascal Darriet, directeur général de Lydec

Grâce à notre intervention, ce taux est aujourd'hui de l'ordre de 90%», explique Mohamed Machhour, directeur Eclairage Public à Lydec.

Le volet inondation n'est pas en reste. Le PAP de proximité prévoit aussi la réalisation de 81 projets de voirie et de renouvellement de réseaux, pour un montant d'investissement de 34 MDH. Les opérations de voirie portent essentiellement sur la réfection des voies, suite aux travaux réalisés par Lydec et sur la remise à niveau des éléments de voirie (tampons, trappes, etc.). Quant aux opérations de renouvellement et de renforcement des réseaux, elles visent la résorption des points d'inondations, la suppression des câbles électriques en cuivre nu et le remplacement des poteaux électriques vétustes.

Au nombre des 48 projets achevés, deux réalisés au niveau de la préfecture d'El Fida-Mers Sultan. Il s'agit des projets «Ibnou Khaldoune» (quartier Dakhla- rue Kadi Lamtaouri) et «Foukara», deux points noirs résorbés grâce au PAP de proximité. Les travaux ont consisté en la pose de collecteurs et de cana-

lisations, permettant ainsi le renforcement du réseau d'assainissement liquide et la lutte contre les inondations.

Les compteurs collectifs d'eau et d'électricité outre les désaccords qu'ils provoquent parfois entre colocataires, posent aussi des problèmes à l'Etat dans ce sens qu'il est difficile d'appliquer une tarification par tranches en se basant sur des compteurs collectifs ; dans la mesure aussi où tous les colocataires n'ont pas le même niveau de consommation. L'individualisation de l'alimentation en eau et en électricité est un autre chantier de la Lydec. Ce cinquième et dernier volet du PAP porte sur 28 projets dont l'objectif est d'individualiser l'alimentation en eau potable (secteurs équipés de réseaux collectifs) et en électricité (bidonvilles). Le coût de ces opérations, qui profiteront à environ 12 000 foyers, est estimé à 19 MDH. Grâce aux travaux en cours, les habitants concernés, résidant notamment sur le territoire des préfectures de Sidi Bernoussi et Mohammedia, auront un accès à domicile dans les normes aux services d'eau et d'électricité. Ils bénéficieront, suite à l'installation de compteurs individuels, d'un meilleur confort d'utilisation et d'une maîtrise de leur consommation. Sur les 28 projets programmés, six sont aujourd'hui achevés, deux autres à l'étude et 20 sont en cours de réalisation. Parmi ces derniers, une grande opération menée au bidonville «Bouih», relevant de l'arrondissement d'Aïn Sebaâ, et qui bénéficiera à 2 000 foyers. ■

**Rachid Wahbi**

## Des services de base pour tous

Dans le cadre de l'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH), lancée par SM le Roi Mohammed VI en mai 2005, Lydec a mis en place le projet INDH-Inmae. Grâce à ce programme, de nombreux foyers situés dans des quartiers d'habitat informel (que les autorités ont décidé de maintenir sur place) bénéficient d'un accès à domicile aux services d'eau potable et d'assainissement liquide. Dans un esprit de continuité des opérations déjà lancées par Lydec, le PAP de proximité a consacré une enveloppe de 119 MDH à 20 actions d'urgence. Ce qui devrait permettre à 8 930 foyers d'être raccordés aux réseaux, notamment dans les provinces de Nouaceur et Médiouna et les préfectures de Hay Hassani et Aïn Chock.

# Pack L'BLED

pour les Marocains Résidant à l'Étranger



## Pack L'bled,

des produits et services bancaires aux avantages multiples.

Pour vous, Marocains Résidant à l'Étranger, le Crédit Agricole du Maroc a créé Pack L'bled, une offre avantageuse regroupant des produits et services bancaires pour vous accompagner au quotidien.



CREDIT AGRICOLE DU MAROC

UN ENGAGEMENT DURABLE

HOUDA CHICHAOUI CHEF DE LA DIVISION ASSAINISSEMENT SOLIDE À LA MAIRIE DE CASA

# “La propreté est l'affaire de tous”

Madame propreté à Casablanca c'est elle. Connue pour sa rigueur et son dévouement, Houda Chichaoui, qui connaît bien les arcanes de la gestion communale, a la lourde charge de suivre ce dossier très délicat avec les deux prestataires privés, Sita Blanca et Averda. Tout un programme.

**Qu'est ce qui a été fait en matière de propreté à Casablanca depuis le discours royal d'octobre 2013 pour améliorer l'état de la métropole ?**

Le discours de Sa Majesté le Roi aura été l'occasion pour l'ensemble des responsables de la gestion locale d'accélérer le processus d'amélioration des services rendus à la population.

En ce qui concerne les services de propreté de la ville de Casablanca, la CUC avait préparé les appels d'offres relatifs au renouvellement des contrats de gestion déléguée de la collecte des déchets ménagers et assimilés, de balayage et de nettoyage et les évolutions intégrées au cahier des charges ciblaient déjà les objectifs du discours royal. Mais la procédure d'un appel d'offres de ce genre prend du temps avant de constater de visu les changements attendus sur le terrain. La ville de Casablanca devait donc à la fois gérer la situation existante au niveau des différents secteurs et faire aboutir rapidement les nouvelles conventions de gestion déléguée et faire procéder aux achats des nouveaux équipements et véhicules.

La CUC a pu ainsi mettre en place les deux nouvelles délégations des services de propreté qui ont démarré le 1er mars 2014 dernier.

En ce qui concerne les autres secteurs, le programme d'urgence préparé sur la base des hautes directives royales, a concerné les secteurs prioritaires.

**Casablanca s'est attaché depuis mars dernier les services d'une société de collecte des déchets supplémentaire qui viendrait renforcer l'action de Sita Blanca qui opérait déjà dans ce secteur. Cela signifie-t-il que la métropole serait plus propre qu'elle ne l'a été jusqu'ici ?**

Aujourd'hui, deux sociétés assurent les services délégués de propreté, Sita Blanca et Averda, mais elles exploitent toujours le matériel des anciens délégataires. Le nouveau matériel, qui diffère nettement de celui qui était utilisé jusqu'à présent, sera mis en service en septembre 2014. Il faut savoir qu'il s'agit de véhicules et d'équipements spécialisés, dont la fabrication prend plusieurs mois (6 mois minimum), surtout lorsqu'il s'agit de la quantité de véhicules et d'équipements nécessaire à la gestion de la propreté d'une ville de 4 millions d'habitants.

Quelque 540 millions de DH sont investis cette année pour l'acquisition d'environ 300 véhicules, 10.000 conteneurs à déchets et 10.000 cor-

beilles publiques.

Les moyens en cours d'acquisition par les délégataires et les sanctions prévues dans le cahier des charges en cas de non-respect de la qualité du service ne peuvent que contribuer à l'amélioration de la situation.

Pour plus d'efficacité et de rigueur, le conseil communal de Casablanca a par ailleurs voté, lors de la session de mai, la constitution d'une entité «SDL» de contrôle spécialisée dans le suivi de l'action des délégataires.

Le suivi et le contrôle de la gestion déléguée se fera par le biais de moyens spécifiques, notamment des équipements GPS installés sur tous les camions de collecte, qui permettront de vérifier en temps réel les prestations réalisées et leur conformité par rapport à celles prévues dans le contrat.

Oui, la commune de Casablanca s'est dotée de nouveaux moyens, qui seront déployés à partir de septembre de cette année, pour assurer des services de propreté avec un suivi de ceux-ci plus performant qu'il ne l'a été jusqu'ici.

Cependant, tous ces nouveaux investissements colossaux seraient peu efficaces si les citoyens ne modifient pas leurs comportements en déposant leurs déchets dans les conteneurs qui seront mis à leur disposition et en respectant le matériel implanté sur la voie publique.

**Quels sont les moyens financiers, humains et techniques dédiés au secteur de la propreté de Casablanca et combien de tonnes de déchets solides les Casablancais produisent au quotidien ?**

Les moyens financiers, c'est à dire le budget consacré par la CUC au secteur de la propreté a légèrement changé par rapport aux années précédentes, il est aujourd'hui de quelque 530 000 000 DH.

Par contre les investissements mis à la charge des délégataires en matière d'acquisition du matériel nouveaux est de l'ordre 500 MDH.

Quant aux moyens humains, les deux délégataires ont repris les agents communaux et les personnels recrutés par les trois anciens délégataires. Personne n'a été licencié dans le cadre du changement de contrat mais certaines réorganisations internes ont eu lieu et d'autres seront encore menées dans les prochains mois, notamment suite à la mise en service des nouveaux véhicules et équipements.

Environ 3000 tonnes sont collectées quotidiennement et 4.500 personnes assurent la collecte et le nettoyage.

**Comment s'organise la coopération entre les deux prestataires et le responsable du dossier des déchets à la mairie de Casablanca que vous êtes ?**

En attendant l'avènement de la SDL chargée du suivi et du contrôle, actuellement en cours de constitution, la CUC assure tout le suivi des deux sociétés délégataires, sachant que les contrats de gestion déléguée prévoient toute une série d'actions de concertation et de planification par exemple pour la structuration des données de suivi GPS, qui sera commune aux délégataires, ou à la constitution du système d'information géographique reprenant la localisation et les caractéristiques des points de regroupement (conteneurs à déchets), ....

Il faut également gérer toutes les demandes de collecte ou de nettoyage complémentaires, notamment suite à des constats de dépôts sauvages ou d'accumulations de déchets sur certains terrains vagues ...

En matière de communication également, une uniformité des messages est indispensable à l'échelle de la ville. Des réunions avec les responsables de la communication des deux sociétés sont régulièrement menées à ce sujet.

**Est-il possible de mettre en place un plan de suivi de la propreté des espaces de ville surtout qu'il s'agit de 8 préfectures à suivre? Comment savoir que les deux prestataires s'acquittent de leur mission conformément au cahier des charges ?**

En plus des services en charge de suivre les contrats à l'échelle de la CUC, les arrondissements sont impliqués et doivent participer sur place au suivi des opérations au quotidien et en informer la CUC.

Dans ce sens, des réunions régulières sont tenues aux niveaux de la wilaya, des préfectures et des arrondissements en présence des délégataires pour apporter des solutions aux problèmes posés conformément aux cahiers des charges.

Les moyens informatiques qui sont en cours d'implantation, notamment les suivis GPS, le système d'information géographique, les terminaux mobiles équipés de GPS, de la 3G et d'applications spécifiques, ... sont prévus pour automatiser une partie du suivi et augmenter la productivité des surveillants de terrain.

**Quelque 4500 employés dont 1500 dépendent directement des communes travaillent dans le secteur de la propreté. Comment gérer un personnel aussi impor-**



Houda Chichaoui

**tant qui est en plus syndiqué ?**

Le cahier des charges et les conventions prévoient en détail les modalités de gestion de ces deux types de personnel. Des dispositions sont prévues pour préserver et même améliorer la situation matérielle et les conditions de travail.

Un personnel qualifié et d'encadrement est exigé pour chaque délégataire malgré quelques contestations et grèves qui ont accompagné le passage des anciennes délégations aux nouvelles, il faut souligner que la passation s'est déroulée dans les conditions relativement satisfaisantes.

**Qu'en est-il du tri sélectif et du traitement des déchets collectés ?**

En fait, les contrats de gestion déléguée prévoient la possibilité d'opter pour le tri sélectif et les délégataires sont encouragés à proposer des solutions de façon progressive.

Des actions similaires sont aussi envisagées en partenariat avec le ministère délégué à l'environnement, visant à préparer le tri sélectif et la valorisation des déchets

**Les habitants sont aussi concernés par la propreté de leur ville. Avez-vous prévu des actions de sensibilisation du citoyen à ce volet essentiel ?**

Il est évident que sans la communication et la sensibilisation de la population, la propreté visée de la ville ne pourra jamais être effective.

C'est pourquoi, un budget important de communication (1% du CA par an) est prévu pour mener en concertation avec les préfectures, les associations et les délégataires ainsi que toute entité concernée directement ou indirectement par la propreté de la ville de Casablanca, des actions annuelles de communication sur la qualité de vie et le respect de la propreté publique, qui va progressivement devenir l'affaire et la responsabilité de tous. ■

Propos recueillis par **Rachid Abbar**

FRANÇOIS PYREK

# “Améliorer la qualité de vie des Casablancais”

Directeur général de Sita Blanca chargée de la gestion des déchets ménagers à Casablanca, François Pyrek, revient sur les projets de l'entreprise centrés principalement sur l'amélioration de l'offre de services. Entretien.

### Que prévoit votre nouveau contrat de gestion déléguée de la propreté à Casablanca ?

François Pyrek : Le nouveau contrat s'étale sur une durée de 7 ans à compter du 1er mars 2014. La nouveauté est la séparation entre la collecte des déchets ménagers et celle des déchets verts ou encore des déchets inertes. Aussi, on distingue entre le nettoyage manuel et le balayage et lavage mécaniques de certaines voies. Mais la grande nouveauté reste le nouveau matériel : En effet, le contrat exige un matériel roulant neuf conforme aux normes environnementales et de sécurité "Euro V". L'objectif étant d'améliorer la qualité des services de collecte en prenant en compte le retour d'expérience des 10 dernières années de gestion déléguée du secteur. De plus, ce matériel sera doté du système de localisation GPS, inexistant lors du contrat précédent. Des outils informatiques seront déployés pour le suivi de la prestation, du matériel et des réclamations avec à la clé un numéro vert gratuit ouvert aux citoyens de Casablanca. Il est à préciser que le nouveau contrat prévoit une période transitoire de 6 mois qui s'achève le 31 août prochain. Cette période est nécessaire pour réaliser les investissements prévus et restructurer les services.

### Quels investissements allez-vous consentir ?

Pour ce nouveau contrat de gestion déléguée de la propreté à Casablanca, SITA Blanca investira plus de 240 millions de dirhams et mettra en place des moyens techniques modernes de collecte et nettoyage alliant efficacité logistique, réduction de l'impact environnemental et amélioration de la qualité de service, de la sécurité et de l'ergonomie. Ainsi, nous investissons dans un parc composé de 109 véhicules de collecte et 28 de nettoyage. Nous mettrons également en place des Bornes d'Apport Volontaire (BAV) d'une durée de vie supérieure aux bacs en plastique actuellement déployés.

### Quels sont les grands défis en matière de propreté dans la ville de Casablanca ?

Nos ambitions sont en ligne avec la volonté des responsables de la ville de faire de Casablanca un pôle influent et engagé en faveur du développement durable. A travers ses prestations, SITA Blanca vise à fournir une qualité de service à la hauteur des exigences de la grande métropole qu'est Casablanca mais surtout, améliorer au quotidien la qualité de vie des Casablancais. Ceci ne pourra être réalisé sans l'implication de toutes les parties prenantes : la commune ur-



François Pyrek

baine, le délégataire et le citoyen. En matière de déchets, la responsabilité est partagée. Dans ce sens, et en partenariat avec la ville de Casablanca, nous menons actuellement une large campagne de sensibilisation axée sur des messages pédagogiques et de proximité, sur l'ensemble des zones desservies par SITA Blanca.

L'autre défi pour Casablanca reste le tri sélectif : Nous prévoyons, une fois le déploiement du contrat de propreté terminé, de mettre en place un système de collecte sélective de 2015 à 2021. Des réunions avec la commune urbaine ont déjà été entamées dans ce cadre. La concertation avec d'autres intervenants (ministère de l'Environnement, autorités locales, associations, chiffonniers,...) reste primordiale pour la réussite de ce projet.

### Quelles sont les zones gérées par SITA Blanca ?

Nous assurons les prestations de propreté urbaine dans 4 préfectures (Casablanca Anfa, Al Fida Mers Sultan, Moulay Rachid et Ben M'sick), soit 9 arrondissements et la municipalité du Mechouar. ■

Propos recueillis par **Rachid Abbar**

### SITA au Maroc

Depuis 2004, SITA, une filiale de Suez Environnement, se développe au Maroc et répond chaque jour aux attentes des ses clients et usagers. SITA au Maroc contribue au développement durable des collectivités et des entreprises et se positionne comme l'acteur de référence en matière de gestion des déchets au Maroc. Forte de son savoir-faire et expertise consolidés grâce à 10 années de présence dans le Royaume, SITA au Maroc a mis ses synergies locales et internationales au service d'une politique dynamique de développement organique. Présent dans le monde à travers 1800 sites de traitement et valorisation des déchets avec 3500 sites de traitement d'eau, le groupe Suez Environnement compte près de 80.000 collaborateurs et s'est fixé comme objectif de relever le défi de la préservation des ressources naturelles.

FIRAS ARAKJ

# “Notre expertise au service de Casablanca”

Nouveau délégué de la gestion des déchets à Casablanca, le Libanais Averda, a du pain sur la planche. Son directeur général Firas Arakj nous dévoile la vision de la société, ses valeurs et ses objectifs. Entretien.

**Le Canard Libéré : Une entreprise libanaise qui décroche le marché de gestion des déchets urbains de Casablanca ! C'est étonnant, non ?**

Il n'y a rien d'étonnant là dedans. Depuis plus de 35 ans, Averda opère en tant que fournisseur international de solutions environnementales, spécialisé dans la gestion des déchets et le nettoyage des villes. A travers son large réseau de représentants, du Liban à l'Arabie Saoudite, en passant par les Emirats Arabes Unis, Oman, Qatar, Maroc, Angola, Royaume-Uni ou encore l'Irlande, Averda répond chaque jour aux besoins de gestion des déchets de millions de citoyens et pour faire face à cette tâche considérable emploie plus de 10.000 personnes.

**Quelle est votre principale spécialité ?**

Averda propose une large gamme de services qui nous permet de répondre à un grand nombre de besoins sur différents marchés, en matière d'environnement durable (nettoyement, collecte, tri, recyclage, compostage, traitement thermique, énergie alternative, enfouissement). Les nombreux partenariats réussis noués par Averda avec divers organismes du secteur public ou privé lui ont permis de devenir le plus grand fournisseur de service dans son domaine.

**Que prévoit le cahier des charges de la société dans le cadre de la collecte des déchets à Casablanca ?**

Tout d'abord, assurer un niveau fondamental de services : La collecte des déchets ménagers, ainsi que des déchets verts, gravats et encombrant des ménages, le nettoyage et la propreté urbaine. Le cahier des charges porte aussi sur la nécessité de proposer des solutions personnalisées aux gros producteurs de déchets et aborde le besoin de promouvoir le tri à la source.

**Quels investissements comptez-vous réaliser en terme d'équipements et de matériels ?**

Nous avons déjà acquis une flotte de plus de 100 camions et véhicules. Une partie de cet investissement de départ sera renouvelé au cours de la durée (7 années) de la concession. Techniquement, nous misons sur l'automatisation du suivi de nos véhicules avec un système GPS couplé à un système d'information géographique. Averda placera aussi plus de 4000 bacs et caissons destinés à recueillir les déchets dans les quartiers qui relèvent de son périmètre d'action.

**Quelles sont les préfectures que Averda va couvrir ?**

Il y a au total quatre zones : Ain Chock, Hay Hassani, Ain Sebaa/Hay Mohammadi et Sidi Bernoussi/Sidi Moumen. Averda a démarré son activité depuis le 1er mars 2014 pour une période transitoire de six mois.

**Quels sont moyens humains que vous avez mobilisé ?**

Nous avons repris plus de 2000 employés aux sociétés qui opéraient sur nos zones. Nous comptons aussi recruter d'ici la fin de l'année une trentaine de



Firas Arakj

jeunes cadres marocains qui rejoindront je l'espère le top management du groupe.

**Que prévoyez-vous en matière de recyclage ?**

Concernant les déchets collectés dans le cadre de la gestion déléguée, nous sommes à l'écoute de la population et des pouvoirs publics. Sur le volet privé de notre activité, nous avons élaboré une offre destinée aux entreprises qui inclut des services de collecte et de recyclage.

**Quelles sont les différentes solutions qu'offrent votre société ?**

Déterminé à transformer le secteur par les valeurs

qui guident son action « Deliver. Care. Inspire », Averda propose des solutions durables pour récupérer les ressources valables et recyclables comme le papier, le métal et l'eau avec un coût modéré. Averda se positionne comme leader en termes d'innovation technologiques pour développer des villes durables et intelligentes, dans lesquelles la gestion intégrée des déchets renforcerait l'industrie sociale. Averda offre toutes les méthodes de collecte des déchets allant de la collecte in-situ, au ramassage conventionnel, à la collecte souterraine jusqu'à la collecte pneumatique. Averda offre aussi des services de collecte des déchets liés à l'activité maritime, de nettoyage des navires et des ports, et autres services maritimes. On offre des solutions spécialisées telles que la construction et opération de décharges, collecte et traitement des déchets médicaux et des déchets industriels ; la construction et gestion d'usines de tri, recyclage, et compostage ou encore le traitement des eaux usées en utilisant les technologies de traitement les plus novatrices, efficaces afin de satisfaire toutes les attentes à partir de divers niveaux d'intervention. Dans ce sens, Averda s'est associée à Proshred, fournisseur international de services de destruction in-situ et de recyclage des documents confidentiels, pour assurer à nos clients une prestation sûre et experte qui soit respectueuse de l'environnement mais qui garantit aussi la sauvegarde des informations privées. ■

Propos recueillis par **Rachid Abbar**

## Le processus Averda



## DEPUIS 85 ANS, COSUMAR, UN GROUPE ENGAGÉ ET RESPONSABLE



**COSUMAR**, agrégateur de la filière sucrière, est un acteur économique socialement responsable. Son implantation dans cinq périmètres agricoles contribue au progrès économique, technologique et social de ces régions.

La filière sucrière joue un rôle stratégique par sa contribution dans la sécurité alimentaire, la couverture des besoins du pays en sucre, la création de l'emploi et l'amélioration des conditions de vie de 80 000 familles de producteurs des plantes sucrières. Le Groupe **COSUMAR** s'engage à la mise à niveau de la filière sucrière et vise l'amélioration globale de ses performances en termes de taux de couverture nationale et de productivité.

**COSUMAR** en tant qu'agrégateur, œuvre pour conserver la confiance de ses partenaires. Le Groupe est aussi présent auprès des agriculteurs pour leur assurer un encadrement et un accompagnement continu.

Le Groupe est aussi impliqué dans la préservation de l'environnement et des ressources naturelles et est actif dans de nombreuses associations caritatives et éducatives.

L'engagement social du Groupe a été reconnu par l'attribution de distinctions diverses : distinction par la FAO comme modèle d'agrégateur de la filière sucrière, labellisation RSE CGEM de l'ensemble de ses sites, attribution du trophée Performer RSE par VIGEO en 2012. En 2013, le Groupe **COSUMAR** s'est vu attribuer le prix Rotary Mers sultan ainsi que le prix Pionniers de la Responsabilité Sociétale des Entreprises et de l'économie verte en Afrique, encourageant tous ses efforts et ses actions dans le cadre de la RSE.

Le projet d'entreprise CAP VERS L'EXCELLENCE 2016 intègre l'ambition de **COSUMAR** de renforcer sa position d'acteur agro-alimentaire majeur par le renforcement de l'orientation marché, le choix de recourir à la croissance externe et la diversification de ses produits.

**COSUMAR** ambitionne également de se développer en Afrique. L'arrivée du Groupe WILMAR dans le capital de COSUMAR y contribuera fortement.

Ce nouvel actionnaire apporte son expertise métier ainsi qu'un projet de développement ambitieux et créateur de valeur ajoutée pour **COSUMAR** et son environnement. Il accompagnera l'entreprise dans ses perspectives de croissance en Afrique et dans la région MENA.



MÉDAILLE FAO  
MODÈLE AGRÉGATEUR 2009



TROPHÉE RSE-CGEM  
2011



VIGÉO 2012  
TOP PERFORMER RSE



PRIX DES «PIONNIERS DE LA RSE  
ET DE L'ÉCONOMIE VERTE EN AFRIQUE» 2012



PRIX ROTARY CLUB MERS SULTAN  
«ENTREPRISE CITOYENNE DE L'ANNÉE 2013»

# Le tram trace sa voie

Traversant Casablanca d'est en ouest sur une distance de 31 kilomètres, la première ligne du tramway de Casablanca a permis de réhausser le niveau de transport urbain.

**M**oins de deux ans après sa mise en service (le 13 décembre 2012), le tram de Casablanca a réussi aujourd'hui son intégration dans le paysage urbain. Un peu compliquée au début en raison de son caractère nouveau et imposant, la cohabitation avec ce moyen de transport de masse s'est faite graduellement au prix de quelques accidents parfois mortels dus essentiellement au non-respect de la signalisation par les automobilistes, les deux roues et les piétons.

Côté adhésion, le tram est une réussite pour Casa Transport dont le directeur général, Youssef Draïss, se félicite des résultats de cette première expérience qui a participé à ses yeux à l'amélioration et à la modernisation du réseau du transport urbain à Casablanca. Côté chiffres, le bilan est globalement positif puisque la barre de 100.000 voyageurs a été franchie sans possibilité que ce chiffre évolue dans les mois à venir.

Nous sommes en quelque sorte face à un plafonnement de la fréquentation en raison du retard pris par le dispositif d'interopérabilité bus-tram qui s'est traduit par un manque à gagner de 50.000 voyageurs par jour pour le tram, selon un responsable de la ville.

Devant entrer en vigueur au cours du premier trimestre 2014, cette interconnexion dont le dispositif technique relatif à la billettique a été mis au point était de nature à séduire de nouveaux passagers désireux de se déplacer au-delà du tracé en ligne droite du tram. Or, ces derniers doivent encore faire preuve de patience avant de pouvoir prendre le tram et le bus avec le même ticket.

En attendant, les autobus de M'dina bus, sales, dégingués et dangereux, dysfonctionnent comme à l'accoutumée, évoluant en dehors de la dynamique formidable initiée par l'introduction du tram dans le paysage casablançais. Et ça fait plus qu'une ombre au tableau, ça fait désordre, une flagrante rupture de registre quand les passagers descendent à une station donnée pour aller rejoindre une zone non desservie par le tram. Faute de complémentarité, ils doivent galérer avec les taxis rouges et blancs pour arriver à leur destination finale. De la modernité faite de ponctualité et de rapidité, ils basculent brutalement dans le sous-développement et ses incertitudes !

La mise en service de l'interopérabilité bute sur des problèmes difficiles à régler dans l'immédiat et qui relèvent du ressort de l'autorité déléguée, à savoir, le tarif de l'interconnexion, le partage des recettes des voyages et la prise en charge du déficit de l'activité de M'dinas Bus connectée au tram. Sur ce dernier point, le plus problématique de tous, l'exploitant des lignes du tramway, Casa Tram, est protégée contre tout risque commercial puisqu'il est couvert, que les rames soient remplies de voyageurs ou non, contre les déficits d'exploitation qui sont pris en charge par l'Etat. Tel n'est pas le cas de M'dina Bus qui doit supporter tout seul toutes les pertes qui seraient générées par l'exploitation de sa flotte. Selon M. Draïss, la seule solution réside dans le changement du modèle économique de M'dinas Bus en organisant la migration vers celui du tram pour que les deux modes de transport soient sur la même longueur d'onde. Ce changement implique une séparation entre la partie investissement et le volet exploitation comme c'est le cas aujourd'hui pour le tramway. Ainsi, le déficit d'exploitation de M'dina



Youssef Draïss, directeur général de Casa Transport

Bus ne sera plus un obstacle pour la réalisation du programme d'investissements qui consiste en l'acquisition de nouveaux bus.

Pour le moment, il n'y a pas de visibilité sur ce dossier très délicat surtout pour M'dina Bus dont l'activité est plombée par un déficit annuel déclaré de

l'ordre de 100 millions de DH. Un véritable imbroglio. Les dirigeants du transporteur font monter les enchères en posant comme préalable l'ouverture d'une discussion autour du passif de l'entreprise. Telle qu'elle est (mal) gérée, cette dernière constitue un puits sans fond qui a englouti depuis 2004, date de la privatisation de la RATC, la bagatelle de 700 millions de DH de subventions publiques, sans parler de l'effacement des arrières d'impôts et de la CNSS. Malgré ces aides colossales, M'Dina Bus continue à dysfonctionner sans possibilité de connaître sa véritable situation financière en raison de la manipulation du cash contrairement au système du tramway où le système des distributeurs automatiques des billets favorise une grande transparence.

Le contrat liant M'dina Bus à la ville de Casablanca court jusqu'à 2019. Est-il raisonnable d'attendre la fin de 2019 pour trancher la question de l'interopérabilité ? ■

**Jamil Manar**

## Cohésion urbaine

Plus qu'un moyen de transport, le tram est sans conteste un outil d'aménagement territorial et un instrument de cohésion urbaine qui permet de raccourcir les distances entre les différents quartiers desservis tout en favorisant la mixité sociale.

La deuxième ligne du tramway sera elle aussi terrestre après l'annonce par les autorités de Casablanca de l'annulation du projet du métro aérien qui devait relier sur une distance globale de 18 km le quartier Moulay Rachid au centre ville au niveau des boulevards la Résistance et Zerktoni) en passant par les quartiers de Sidi Othmane, Ben M'sik et le Boulevard Mohammed VI.

La principale raison du renoncement au métro aérien est liée à son coût jugé trop élevé en expropriations car plusieurs pâtés de maisons et même un minaret d'une mosquée devaient être rasés dans certains quartiers desservis. L'autre raison, et elle a été décisive, est d'ordre esthétique, le métro aérien devant passer au-dessus des toits de certaines maisons dans les quartiers de Ben Msik et celui de Sidi Othman. Contrairement à ce qui a été écrit, les études techniques du métro aérien ne seront pas perdus. Ils serviront pour la mise en place de la ligne terrestre du tram terrestre.



الضمان الإجتماعي  
+الضمان الإجتماعي  
CNSS

Le devoir de vous protéger

## LA CNSS OUVRE DES KIOSQUES DE PROXIMITÉ DÉDIÉS À L'ASSURANCE MALADIE OBLIGATOIRE



### KIOSQUE DRISSIA

BD Abou Chouaib Addoukali. DRISSIA, arrondissement Al Fida, (près de MARJANE Derb Sultan). Casablanca

### KIOSQUE CHEFCHAOUNI

Angle BD New York et BD Al Binaa, Ain Sbaa (Près de la Zone Industrielle Bernoussi). Casablanca

[WWW.CNSS.MA](http://WWW.CNSS.MA)



080 20 30 100



080 200 7200  
080 203 3333

IDMAJ SAKANE

# Un traitement de choc contre les bidonvilles

Les opérations réalisées par Idmaj Sakane ont ceci de particulier qu'elles proposent un accompagnement à la population transférée.

**D**epuis 2006, le Grand Casablanca possède un outil dédié à l'éradication des bidonvilles dans la région. Il s'appelle Idmaj Sakane. Avec un tour de table comprenant l'Etat, les collectivités locales (Ville, Région et Préfecture) et des institutionnels publics (les banques CIH et BCP, la CDG et Al Omrane notamment) et un conseil d'administration présidé par le wali, cette entité décentralisée se distingue par la souplesse de ses procédures compte tenu de la complexité de sa mission : Le casse-tête des bidonvilles qui ont défiguré le paysage urbain sans arrêter pour autant de proliférer.

En 8 ans d'existence, Idmaj Sakane, dirigé par Abderrahmane Ifrassen, un haut cadre à l'expertise du secteur reconnue et très apprécié des autorités du Grand Casablanca, peut se prévaloir d'un bilan globalement positif en matière de relogement des bidonvillois. Le premier programme porte sur 40.000 ménages dont 24.000 ont été relogés alors que les opérations relatives aux 16.000 restants sont en cours de travaux.

L'intervention de Idmaj Sakane se fait en amont du processus par des enquêtes sociales qui permettent de définir de manière précise le mode d'intervention à adopter : la restructuration à travers la réalisation sur le site du réseau d'assainissement, de l'eau potable et de l'électricité; le recasement par l'octroi des lots de terrain ou le relogement des ménages. L'action d'Idmaj Sakane va au-delà de ces missions pour englober une action d'assistance en matière d'auto-construction et de financement. Autre particularité d'Idmaj Sakane, elle recourt, en ce qui concerne plusieurs prestations, à la sous-traitance au secteur privé. « Nous sommes une équipe restreinte et nous préférons nous concentrer sur notre cœur de métier à savoir la lutte contre l'habitat insalubre », explique M. Ifrassen.

Les opérations réalisées par Idmaj Sakane ont ceci de particulier qu'elles bénéficient d'un accompagnement de la population transférée. Il ne s'agit pas seulement d'aider les candidats au relogement à construire leurs nouvelles maisons mais les équipes de Idmaj Sakane veillent aussi à ce que les complexes immobiliers comptent les équipements publics nécessaires : écoles, centres de santé, entres sportifs, mosquées, maisons de jeune, espaces verts, etc... ». L'objectif étant d'éviter de reproduire le schéma défailant des villes nouvelles comme Tamesna où l'essentiel a été oublié, à savoir les lignes de transport et les infrastructures de base. Ce qui en a fait une ville fantôme sans espaces de vie.

L'approche de Idmaj Sakane est différente, elle privilégie d'abord l'intégration des familles dans leurs nouveaux lieux d'habitat. C'est sur ce modèle qu'ont été recasés les populations bidonvilloises dans le complexe de Madinat Errahma, Oulad Azzouz-Hay El Hassani et celui d'Al Fath à Mohammedia. Ce dernier lotissement a vu le recasement par Idmaj Sakane de quelque 6.600 ménages sur une superficie de 100 hectares.

Et puis, chaque opération de recasement de Idmaj Sakan bénéficie de l'installation d'un guichet unique destiné à accompagner les populations concernées et faciliter toutes les démarches liées à leur relogement.



Abderrahmane Ifrassen, directeur général de Idmaj Sakane

Sur quelque 108.000 ménages que comptent les bidonvilles du Grand Casablanca, Idmaj Sakane et les autres opérateurs intervenant sur le créneau du relogement ont pu resorber 49.000 familles, soit un taux de réussite de 45%. Les familles en cours de transfert sont au nombre de 18.000 ménages (17%) tandis que les opérations en cours de travaux porte sur 29.528 ménages et celle en cours d'étude concerne environ 12.000 ménages.

## Foncier

A ce rythme, d'ici 2016, plus de 80% des bidonvilles du Grand Casablanca seront, selon M. Ifrassen, éradiqués et leurs occupants relogés. Sur ce plan, le bilan est largement positif puisque les grands bidonvilles emblématiques de Casablanca ont été tous rasés : Douar Rahma, Bachko, Skouila, Thomas et Carrières Centrales à 90%... Reste à éradiquer le bidonvilles de Lhajma, celui de Derb Ghellef (encours de démolition) et Douar Bouihà AïnSebaâ. Quant à Douar Schneider situé à côté du siège de la RAM et celui de Sindibad sur la corniche casablancaise, il ont été supprimés à hauteur de 90% (10% restants sont des cas litigieux).

Justement, les opérations de transfert des populations ne se passent pas comme une lettre à la poste. Loin s'en faut. « Il s'agit d'une entreprise complexe, lourde et qui requiert beaucoup de temps et surtout de patience », indique M. Ifrassen. Si 30 à 40% des candidats au transfert souscrivent sans coup férir à l'opération, les autres représentent une population à problèmes pour les autorités. Cette catégorie conteste les critères d'attribution dans l'objectif inavoué d'arracher plus de lots qu'elle n'en a le droit.

Tous les moyens sont bons pour soutirer du foncier à l'Etat. Certains vont jusqu'à frauder en présentant des actes de mariage de complaisance pour bénéficier d'un lot en tant que chef de famille. D'autres exigent que leur fils qui a trouvé un travail en dehors de Casablanca obtienne lui aussi un terrain. Les mères célibataires qui partagent le même toit parental profitent elles aussi de l'opportunité du relogement pour revendiquer leur propre foncier. Sur chaque opération de transfert, les autorités se retrouvent confrontées aux mêmes pratiques, à la même résistance, sur fond de mauvaise foi et d'arrière-pensées spéculatives...Du coup, elles sont obligées pour certaines situations complexes de saisir la justice pour déloger les familles réfractaires. Or, les procédures judiciaires de ce genre ont le chic de s'enliser et de s'éterniser. « Plus les choses traînent en longueur, plus l'opération de transfert se complique avec le risque d'apparition de nouveaux faux-problèmes », fait savoir, M. Kasmi Mustafa Directeur Général Adjoint de Idmaj Sakane.

Il faut dire aussi que le dispositif retenu (l'attribution contre le déboursement de la somme de 40.000 DH d'un lot de terrain R+3 de 80 mètre carré qui coûte sur le marché entre 600.000 et 800.000 DH!) a de quoi aiguïser les appétits des bénéficiaires les moins cupides. Pour la plupart d'entre eux, il s'agit d'une grande aubaine qui leur permettra non seulement de se loger presque à l'œil grâce à l'auto construction mais aussi de se faire de l'argent en vendant quelques appartements et magasins du rez de chaussée. C'est ainsi que l'éradication de l'habitat insalubre, une idée noble à l'origine, a été dévoyée pour être transformée par certains de ses bénéficiaires en opération spéculative. « Le temps est peut-être venu de revoir le schéma des lots et le remplacer par un autre système moins problématique et plus égalitaire qui soit accessible à l'ensemble des citoyens en mal de logement à la mesure de leurs revenus », souligne une source proche du dossier.

La pénurie du foncier public dans la périphérie de Casablanca suscite quelques inquiétudes chez les responsables locaux. A moins de mobiliser du foncier à caractère rural dans des zones assez lointaines de la métropole à Berrechid ou Settat, il serait difficile de poursuivre le relogement pour les occupants des maisons menaçant ruine qui se trouvent essentiellement dans la préfecture d'Al Fida et l'ancienne médina. Sur les 9250 ménages occupant des logements à risque recensés dans ces deux endroits, 5250 sont pris en charge par Idmaj Sakane, le reste relève de la compétence de la Sonadac.

Seule solution pour rendre attractives les futures lointaines zones qui seront ouvertes demain à l'urbanisation, la mise en place de lignes de transport en commun comme le tram et le bus.

Malgré les difficultés, Idmaj Sakane s'est avéré être un outil pilote et efficace en matière d'éradication des bidonvilles et de relogement des populations. Il faut juste peut-être revoir les modalités de recasement pour prévenir les problèmes ayant entravé la bonne marche du processus dans sa globalité. ■

Jamil Manar

### CASABLANCA FINANCE CITY

# La métropole voit grand

Casablanca Finance City fera de la capitale économique un hub financier régional de premier plan et la hissera au rang des métropoles les plus attractives.

**D**es groupes internationaux ayant le statut Casablanca Finance City (CFC) ont déjà démarré leur activité.

Il s'agit notamment de fonds d'investissement opérant en Afrique de l'Ouest et Centrale. Plus d'une trentaine de sociétés ont adhéré jusqu'à présent à la plateforme regroupant les institutions financières, des sièges régionaux de multinationales ainsi que des entreprises de services professionnels. Institutions financières, sièges régionaux de compagnies multinationales et services professionnels sont éligibles au statut de CFC. Jusqu'à présent, la moitié des candidats sont venus d'Europe, 14 % des Etats-Unis, 7 % du Golfe et le reste d'Afrique.

Le Statut "CFC" est un label donnant droit à un package attractif d'avantages, incluant aussi bien des incitations fiscales, des facilités au niveau du contrôle des changes et des avantages divers au niveau du *doing business*. Au-delà de ces mesures incitatives, le nouveau hub bénéficiera des liens historiques et culturels qu'entretient le Maroc avec l'Afrique subsaharienne et l'Europe, en plus d'une "coopération Sud-Sud" en plein essor, et de la stabilité politique et économique dont jouit le Royaume. Née d'une ambition royale de positionner la finance marocaine à l'échelle régionale puis internationale, CFC se veut une place financière au service du développement de l'Afrique, et en particulier les pays de la région d'Afrique du Nord, de l'Ouest et Centrale. Dans cette perspective, la futur place financière a tous les atouts pour être un hub économique et une plateforme liant le nord et le sud susceptible d'attirer et encourager les institutions et investisseurs internationaux à investir et mener leurs activités en Afrique du Nord, de l'Ouest et Centrale depuis le hub de Casablanca.

CFC a l'ambition de construire un écosystème complet autour de 3 catégories d'entreprises : les entreprises financières, les prestataires de services professionnels et les sièges régionaux et internationaux de multinationales. La stratégie de développement des partenariats de CFC tient compte de deux dimensions importantes : la diversification géographique des partenariats afin de renforcer la connectivité de CFC avec les places financières de référence à l'échelle de tous les continents, ainsi que la diversification des axes de coopération stratégiques afin de favoriser l'échange d'expertises



Saïd Ibrahimi, directeur général de Casablanca Finance City.

et capitaliser sur les meilleures pratiques. Casablanca Finance City représente un hub privilégié disposant d'atouts considérables et d'une position unique en Afrique, à même de concurrencer d'importantes places financières dans le continent, tel que Johannesburg, a récemment écrit le quotidien économique et financier britannique *Financial Times*. Lancée en 2010, Casablanca Finance City (CFC) ambitionne d'être un hub financier pour l'Afrique du Nord, de l'Ouest et Centrale, souligne FT, relevant les "progrès rapides" de cette place financière qui a fait une "entrée très remarquée" dans le *Global Financial Centres Index (GFCI)*, classement international de référence des places financières. En occupant la 62e place mondiale et la 2e place africaine de cet indice, CFC confirme, ainsi, sa crédibilité et renforce son attractivité à l'international, selon la publication. Dans les quatre années qui ont suivi son lancement, le CFC a séduit quelque 50 entreprises parmi les plus renommées, tels que BNP Paribas, AIG et Boston Consulting Group, relève le journal dans un article intitulé "Les investisseurs optent pour CFC pour pénétrer l'Afrique". De plus, poursuit la publication, un certain nombre de gestionnaires d'actifs ont également obtenu le statut CFC, y compris "Invest AD, Onyx Wealth Management et Silk Invest", attirés notamment par le fort potentiel de croissance en

Afrique francophone. Casablanca Finance City «se veut une place financière au service du développement de l'Afrique, et en particulier les pays de la région d'Afrique du Nord, de l'Ouest et Centrale», confirme Saïd Ibrahimi, directeur général de Casablanca Finance City Authority. M. Ibrahimi nourrit de grandes ambitions pour ce hub en devenir, pour qui «l'objectif premier de tout hub financier en Afrique devrait être de rendre le flux d'affaires aussi simple que prévisible et fiable en Afrique tout comme aux Etats-Unis, en Europe ou au Japon».

L'offre de CFC est globale et permet d'envisager la mise en œuvre de dynamiques d'intégration à la fois verticale et horizontale. La structure de CFC, qui cherche à attirer dans son orbite des professionnels de haut vol dans tous les métiers concernés, se doit d'offrir à chaque partie prenante la possibilité de contacter les intervenants complémentaires pour mener à bien des projets, quelle que soit leur taille ou complexité. ■

**Rachid Abbar**

**Chic**  
optique

REGARDEZ 2014  
AVEC OPTIMISME

Remise  
sur toutes les marques

Ray-Ban POLICE MISS SIXTY PRADA Emporio Armani VERSACE Salvatore Ferragamo TOM FORD  
Celine Diesel Dolce & Gabbana D&G DKNY CHANEL VUITON GIORGIO ARMANI BVLGARI

Angle bd Moulay Driss 1<sup>er</sup> et rue Iyser - Casablanca  
Téléphone : 05 22 82 90 21 • Fax : 05 22 82 89 33  
E-mail : contact@chicoptique.ma

## CONSEIL RÉGIONAL DU GRAND CASABLANCA

## Des projets à haute valeur ajoutée

Le contrat-programme régional pour le développement de la région du Grand Casablanca prévoit pas moins de 46 projets visant à renforcer l'attractivité de la ville.

La réalisation des 46 projets du Contrat Programme Régional du Grand Casablanca nécessitera un investissement global de 10,3 milliards de DH, dont 7,3 milliards (71 %) portés par le secteur privé. Les trois projets structurants seront mis en œuvre dans le cadre du programme "Animation, sports et loisirs" et se traduiront sur la période 2014-2017 par l'extension de la Marina de Casablanca actuellement en cours de développement, l'aménagement d'un nouveau port de pêche touristique ainsi qu'un terminal destiné à l'embarquement et au débarquement des bateaux de croisière. Quarante trois projets complémentaires viendront s'ajouter aux projets structurants et seront développés dans le cadre des programmes "Patrimoine et Héritage", "Niches à forte valeur ajoutée", "Animation, sports et loisirs" et "Biladi". Le programme "Patrimoine et Héritage" d'une valeur de 1827,2

MDH comprend une série de projets visant à valoriser l'identité culturelle à travers la réhabilitation et la mise en valeur du patrimoine historique et architectural, matériel et immatériel sur la période 2012-2017. Il s'agit de cinq actions visant à valoriser l'ancienne médina de Casablanca à travers la réhabilitation de ses monuments, l'aménagement de ses places principales, la création de circuits d'interprétation thématiques, l'aménagement d'hébergements authentiques et la création d'un centre d'interprétation du patrimoine. Une offre culturelle sera aussi mise en place à travers la création d'un théâtre, des musées et une série d'autres projets à caractère culturel. Il s'agit du théâtre CasArts, un musée de la Mer, un musée de la Résistance, un musée de l'Histoire, un musée de l'Aviation, un musée de la mode et du design, un musée d'Art Moderne et d'un musée Archéologique dans la zone Sidi Abderrahmane.

Dans le cadre du programme "Niches

à forte valeur ajoutée", d'une valeur de 700 MDH, deux projets seront particulièrement développés sur la période 2012-2016. Il porte sur de la réalisation d'un palais des Congrès sur le site du projet de la Marina de Casablanca et la création d'un parc des Expositions dans la nouvelle zone de Zenata. Le programme "Animation, sports et loisirs" d'une valeur de 7477,38 MDH, comprend 23 projets qui seront réalisés sur la période 2013-2020 et qui correspond principalement au développement des infrastructures sportives et de loisir, à l'aménagement et à la valorisation de sites d'intérêt touristique. Il concerne la réalisation d'un aquarium dans le cadre du projet de la Marina de Casablanca et d'un centre équestre à Bouskoura, la création d'un beach club à Nouaceur, d'un centre culturel permanent dans l'ancienne église Sacré-Cœur) et d'un parc à Sidi Moumen, la réhabilitation du zoo de Ain Sebaa et de l'Avenue des Forces Armées Royales, l'aménagement de la corniche de Mohammédia (études), de la plage de Ain Sebaa, des plages d'Anfa et Sidi Abderrahmane, du Paseo d'Anfa et l'aménagement touristique de la



Chafik Benkiran, président de la région du Grand Casablanca

Zone d'El Hank (études) et de la zone de liaison entre la Médina et la Marina (études).

La région du Grand Casablanca est également impliquée dans d'autres chantiers de mise à niveau : la Fabrique Culturelle dans les anciens abattoirs de Casablanca, le Parc de la Ligue Arabe, les sites touristiques à proximité du parcours ligne Tramway. Sans oublier l'aménagement de la zone humide de Mohammédia en parc urbain, la forêt Oued El Maleh, la forêt de Bouskoura, la forêt récréative de Merchich et l'aménagement et la réhabilitation du site des Cascades et de la forêt de Chelalates. Le programme "Biladi", d'une valeur de 300 MDH, consistant en la création d'un village de vacances selon le nouveau concept de "club biladi", viendra contribuer au développement du tourisme domestique dans la Région. Il comprendra des formules hébergements variés (chalets, bungalows, mobile-homes), une offre d'animation et de loisirs diversifiée incluant des piscines et des espaces aquatiques, des terrains de sport, des aires de jeux pour enfants, entre autres. ■

Rachid Abbar

Scannez ce QR code

**Tout un monde de plaisir**

MACAO

www.macao.ma

## CASABLANCA MARINA

## Un projet structurant

Alors que les premières entreprises ont déjà intégré leurs sièges flambant neuf à Casablanca Marina, l'offre résidentielle et business du projet est à 80% de sa commercialisation.

**C**asablanca Marina du groupe CGI est un projet novateur qui ambitionne de positionner la ville dans le giron des grandes métropoles économiques et touristiques. Pôle multifonctionnel, ce projet urbain ambitieux vise à préserver le lien ancestral entre la ville et l'Océan. Le projet comprend un complexe résidentiel incluant un port de plaisance doté d'une école de voile et d'un aquarium. Des chantiers qui avancent à grand pas. Etoffée et équilibrée, la composante résidentielle, comprenant 562 appartements de haut-standing répartis sur 10 tours, en est à 80% de sa commercialisation. Les premières livraisons sont prévues pour cet été 2014, assure le management de Manar Développement. La surface de l'offre varie entre 60 et 450 m<sup>2</sup>. Concernant la composante «bureaux et commerces», la li-



Casablanca Marina, une offre de qualité.

raison des bureaux a commencé fin 2013. Les premières entreprises ont déjà intégré leurs sièges flambant neuf à la Marina. Ces entreprises, essentiellement des multinationales,

représentent des secteurs aussi divers que l'industrie, les moyens de paiement, l'électronique, le conseil financier ou encore la communication. La présence d'un palais des congrès

dans le complexe Casablanca Marina devra drainer une clientèle d'affaires vers la métropole. Cet édifice sera composé d'une salle polyvalente, ballroom, salles de commissions et sous-commissions ainsi qu'un auditorium de 800 places, en plus d'un espace de restauration et un parking souterrain. Cette infrastructure, qui fait jusqu'ici défaut à Casablanca, est de nature à renforcer l'offre «corporate» pour élargir le segment du tourisme d'affaires de la métropole. Le projet de Casablanca Marina, en tant que projet urbanistique d'envergure, propose aussi une offre touristique de haut standing. Le méga-projet comprend trois hôtels, dont deux confiés en gestion à des enseignes prestigieuses : J.W. Marriott et Oberoi. En plus de l'hôtellerie, le programme comprend une marina de 130 anneaux dotée de restaurants et des commerces. ■

**jamil Manar**

**Pikarome**

*Je vous ferai  
rougir de plaisir !*



f /Pikarome

Rougissez de plaisir, pâlissez d'envie, craquez et frissonnez...  
Audacieuses et malicieuses les sauces Pikarome sauront éveiller vos sens et combler vos papilles.  
Avec sa qualité exceptionnelle et ses saveurs uniques, Pikarome transformera chacun de vos repas en un instant magique.

Pikarome, la magie des arômes !



# CASABLANCA MARINA

LIVING • LEISURE • BUSINESS

PROJET GROUPE CDG

## UNE NOUVELLE ÈRE EN FRONT DE MER



05 22 45 36 36

[www.casablancamarina.ma](http://www.casablancamarina.ma)



COMPAGNIE GENERALE IMMOBILIERE  
GROUPE CDG